

# Démocratie Communiste (luxemburgiste)



*Pour le communisme  
démocratique,  
Pour l'abolition  
du salariat !*

# DÉMOCRATIE COMMUNISTE

*« L'énergie révolutionnaire la plus constante alliée à l'humanité la plus bienveillante : cela seul est la vraie essence du socialisme. »*

Rosa Luxemburg



*« A bas le salariat ! Tel est le mot d'ordre de l'heure. »*

Rosa Luxemburg

## **Démocratie Communiste (Luxemburgiste)**

democratiecommuniste.org  
democratie.communiste@laposte.net

Imprimé en 2014 à Paris

**Démocratie Communiste** s'inscrit dans la lignée du mouvement ouvrier démocratique, et lutte :

- pour l'abolition du capitalisme, du travail salarié, et de la division des êtres humains en classes sociales ;
- pour mettre fin à la dictature de la classe capitaliste, et mettre en place la démocratie directe ;
- pour une société socialiste-communiste ;
- pour en finir avec le sexisme et le patriarcat ;
- contre toutes les formes de racisme, de nationalisme et de patriotisme ; pour l'abolition de toutes les frontières.

Il s'agit de participer au mouvement réel du prolétariat mondial pour l'amélioration de ses conditions de vie, et pour changer de société - en militant notamment pour la propriété collective des moyens de production, de transport, de communication, ainsi que pour la suppression des Etats.

Une révolution socialiste-communiste internationale ne pourra être menée que de façon démocratique, et la démocratie réelle ne pourra être gagnée que par une telle révolution.

La lutte pour le socialisme-communisme passe nécessairement par la fin de la division entre ceux qui dirigent et ceux qui exécutent. Cette division doit donc cesser au sein des luttes et des structures de lutte : Assemblées Générales, collectifs, comités de grève, conseils, syndicats, partis...

La démocratie interne à tous les niveaux et de façon permanente est une exigence indispensable, ce qui amène à refuser tous systèmes de « permanents » et de « professionnels », la direction d'un mouvement ou d'une structure devant être le fait de l'ensemble de ceux qui en font partie.

Ce fonctionnement sur la base de la démocratie directe est une préfiguration de la démocratie directe qui régnerait dans une société libre et émancipée, débarrassée de toutes les formes d'aliénation.

Le luxemburgisme est une pensée marxiste révolutionnaire, libre et en mouvement. C'est un outil, amendable, perfectible et dépassable, dans la lutte de la classe dominée (salariés, chômeurs...) contre la classe dominante et contre la société de classes elle-même.

Au quotidien nous participons, à notre niveau, au mouvement réel pour l'abolition du capitalisme et la mise en place de la démocratie directe mondialement. En effet, le système politique actuel n'est pas une véritable démocratie : le véritable sens du mot démocratie, c'est le pouvoir au peuple.

Nous nous inspirons des différents mouvements et courants révolutionnaires démocratiques qui ont existé depuis plus de deux siècles. En particulier, nous nous reconnaissons dans l'approche « luxemburgiste » des mouvements du début du 20<sup>e</sup> siècle, ainsi que dans l'approche « marxiste de gauche » de soutien aux grèves générales spontanées de mai-juin 1936, de mai 1968, et des différentes mobilisations pour l'émancipation partout dans le monde.

Nous inspirant des analyses de Rosa Luxemburg (dès 1904), nous observons que les politiques menées par les différents « léninistes » au pouvoir ont été dramatiquement opposées à nos principes marxistes. A partir de 1917 et jusqu'à aujourd'hui, les différents gouvernements d'obédience « léniniste » ont renié tous les fondamentaux du socialisme et du communisme ; au contraire, ils ont mis en place un système étatique fortement hiérarchisé et autoritaire, à parti unique, avec une économie capitaliste centralisée (capitalisme d'Etat). Ces partis ont renoncé aux principes révolutionnaires et démocratiques les plus élémentaires, leurs dirigeants devenant de nouvelles classes dominantes et exploiteuses.

Nous militons pour une révolution démocratique mondiale menée par le peuple lui-même, aboutissant à :

- la conquête de la démocratie directe ;
- l'abolition du capitalisme et du travail salarié ;
- la socialisation démocratique à la base ;
- l'éradication du sexisme, du racisme et des nationalismes ;
- l'abolition des Etats et des frontières.

Cette nouvelle société, de type socialiste-communiste, serait « *une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous* » (Karl Marx, *Manifeste communiste*). Tant que l'égalité n'est pas réelle, la liberté pour toutes et tous reste malheureusement théorique. Il s'agit de changer de société pour arriver à l'égalité effective et la liberté la plus complète. Dans ce but, nous encourageons les luttes populaires dirigées collectivement.

Les structures créées dans les luttes (conseils, AG, coordinations...) ne seront révolutionnaires que si elles sont pleinement démocratiques ; si elles prennent le pouvoir elles-mêmes (sans déléguer à des instances extérieures, comme ce fut hélas le cas en Russie en octobre 1917 et en Allemagne en novembre 1918) ; si elles coordonnent la suppression du mode de production capitaliste et de tous ses constituants.

# Pour le communisme démocratique

La raison d'être du militantisme communiste, c'est de combattre la société de classes qui repose sur la hiérarchie, il ne doit donc surtout pas reproduire dans son fonctionnement la hiérarchie de la société dominante, mais au contraire la combattre. Comme le dit le chant *L'Internationale* : « *Il n'y a pas de sauveur suprême* ». Une structure communiste doit donc être dirigée par tous ses militants, et ne pas s'en remettre à des « chefs ».

Lutter pour l'abolition de tous les rapports de domination commence par empêcher les rapports de domination dans les organisations et les structures de lutte. Les communistes démocratiques sont fondamentalement et par nature du côté du développement libre de la pensée, du côté de la démocratie la plus large. On ne peut pas combattre l'aliénation sous une forme aliénée.

Les communistes démocratiques participent aux mobilisations et militent pour qu'elles se déroulent toujours de façon démocratique. Notre mot d'ordre fondamental est que « *l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* »<sup>1</sup>. Cela signifie que les travailleurs doivent être collectivement leur propre direction : les communistes authentiques soutiennent donc toujours l'auto-organisation des luttes. Assemblées Générales, comités de grève, coordinations nationales : les exemples de structures de démocratie directe créées et dirigées par les travailleurs et les jeunes sont très fréquents, mais pour le moment limités dans le temps.

Le passage de la mobilisation revendicative à la prise de pouvoir se fera par le développement, la pérennisation et la convergence de ces structures de lutte, qui doivent devenir les instruments d'auto-gouvernement, remplaçant les organes de gouvernement de la bourgeoisie. L'intégralité du pouvoir doit alors être exercé par ces structures de démocratie directe créées par les exploités en lutte, à tous les niveaux : Assemblées Générales souveraines, comités de grève, conseils ouvriers, coordination internationale des Assemblées Générales et des conseils. Ce processus est celui d'une révolution démocratique et socialiste. La révolution doit abolir le salariat, le capitalisme et les frontières, et mettre en place la démocratie directe à tous les niveaux.

Les termes « socialisme » et « communisme » ont été opposés en raison de nombreuses trahisons historiques. Le terme « socialisme-communisme » nous semble permettre de les dépasser, et d'affirmer l'unité de ces deux termes.

---

<sup>1</sup> Karl Marx, *Statuts de l'Association Internationale des Travailleurs*, 1864.

La révolution socialiste-communiste, c'est la conquête de la démocratie véritable. « *A la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous* »<sup>2</sup>. La liberté réelle de l'individu ne peut passer que par la conquête de la liberté pour tous. Dans la société capitaliste, l'immense majorité n'est pas libre. De plus, un être humain, une classe, un peuple qui en opprime un autre n'est pas véritablement libre : l'émancipation des travailleurs permettra donc l'émancipation de l'humanité toute entière.

Ce mouvement de libération de l'humanité ne pourra être que le fait de la majorité. « *Le socialisme ne se fait pas et ne peut pas se faire par décrets, même s'ils émanaient d'un gouvernement socialiste, aussi parfait soit-il. Le socialisme doit être fait par les masses, par chaque prolétaire* »<sup>3</sup>. Il s'agit donc d'abolir les rapports de domination, comme moyen et comme but de la révolution.

Les préalables au socialisme-communisme sont l'expropriation du capital et la fin du salariat, aboutissant à la disparition des classes sociales et de l'exploitation. « *La classe ouvrière doit inscrire sur son drapeau le mot d'ordre révolutionnaire "abolition du salariat", qui est son mot d'ordre final* » (Karl Marx). L'objectif est de mettre en place la propriété commune des moyens de production, par l'appropriation collective, et la production uniquement en vue des besoins (contrairement à la production en vue des profits en régime capitaliste). Ces préalables comprennent également la collectivisation des moyens de transports, et la direction de la production par les travailleurs, ainsi que la fin de la division du travail.

Notre objectif, c'est la fin de toutes les oppressions et toutes les aliénations. Pour que l'être humain soit vraiment libre, il faut qu'il se débarrasse de toutes les institutions créées pour le maintien et la justification de l'oppression : les Etats, les armées, etc... A la place, le socialisme-communisme est une société sans frontières ni oppression.

La violence est clairement notre ennemie. « *La société capitaliste n'est rien d'autre que la domination plus ou moins voilée de la violence* »<sup>4</sup>. La seule réponse véritable et durable à la violence de classe, c'est l'action collective et solidaire pour la fin de la division de la société en classes. Il s'agit de combattre toutes les formes de discrimination (racisme, sexisme, etc...). Evidemment, nous les combattons dans le cadre de la société actuelle, en tentant d'obtenir des avancées parfois très

---

<sup>2</sup> Karl Marx, *Manifeste communiste*, 1848.

<sup>3</sup> Rosa Luxemburg, *Discours sur le programme*, décembre 1918.

<sup>4</sup> Karl Liebknecht, discours prononcé à Berlin le 23 décembre 1918.

importantes<sup>5</sup>, mais tout en sachant que seule l'abolition du capitalisme, du travail salarié et du patriarcat, permettra de supprimer toutes les discriminations, permettant l'avènement d'une société libre et égalitaire, d'une humanité rassemblée.

« Luxemburgisme » (comme d'ailleurs « marxisme ») est un terme très imparfait, d'abord puisqu'il fait référence à une seule personne. Mais les faits sont là, et malheureusement aucun terme ne définit clairement ce qu'est le « marxisme démocratique », le « luxemburgisme » : **la participation au mouvement réel - « le mouvement autonome de l'immense majorité »<sup>6</sup> - qui lutte pour abolir l'ordre établi et pour créer une société sans Etat, sans classes sociales, sans argent.**

### *Bibliographie sommaire :*

- \* Karl Marx : *Manuscrits de 1844* ; *Travail salarié et capital*, 1849 ; *Grundrisse*, 1857-1858 ; *Le Capital*, livre 1, 1867 ; *La Guerre civile en France*, 1871.
- \* Karl Marx et Friedrich Engels : *L'Idéologie allemande*, 1845-1846 ; *Manifeste communiste*, 1848 ; *Le Capital*, livres 2 et 3, 1885-1894.
- \* Friedrich Engels : *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, 1884.
- \* Rosa Luxemburg : *Réforme sociale ou révolution ?*, 1899 ; *Masse et chefs*, 1903 ; *Centralisme et démocratie*, 1904 ; *Grève de masse, parti et syndicats*, 1906 ; *L'Accumulation du capital*, 1913 ; *La Crise de la social-démocratie*, 1915 ; *La Révolution russe*, 1918.
- \* Anton Pannekoek : *La Propriété publique et la propriété commune*, 1947.
- \* Maximilien Rubel : *Marx critique du marxisme*, 1974.
- \* Guy Debord : *La Société du spectacle*, 1967 ; *Commentaires sur la société du spectacle*, 1988.

---

<sup>5</sup> Parmi les avancées déjà obtenues : le droit de vote pour les femmes, la légalisation et le remboursement des contraceptifs, le droit au mariage et à l'adoption pour les couples homosexuels, etc... Parmi les avancées encore à obtenir : le droit de vote des "étrangers" résidant en France, etc...

<sup>6</sup> Karl Marx, *Manifeste communiste*, 1848.

# Pour une révolution non violente

« Une fin qui a besoin de moyens injustes n'est pas une fin juste »<sup>7</sup>

L'idéologie dominante qualifie de « violents » de nombreux modes d'action légitimes du mouvement ouvrier démocratique, comme les piquets de grève, les occupations, les réappropriations de l'outil de travail<sup>8</sup>, etc... Tout cela ne sont pas des formes violentes de lutte, la violence étant en fait du côté de l'organisation capitaliste du travail - qui impose aux salariés, quand ils n'en peuvent plus, d'agir pour défendre leurs droits élémentaires. Ces modes d'action sont des formes spontanées de lutte, ainsi que la grève générale et l'organisation en Assemblées Générales démocratiques et souveraines. Ce sont donc les bases d'une révolution menée par la classe sociale qui est soumise au salariat.

De plus, une véritable révolution démocratique se fera dans les consciences, tout autant que dans la prise du pouvoir à la base. Ce qu'il nous faut combattre et abolir, c'est le système hiérarchique et capitaliste qui fait que les êtres humains deviennent concurrents et ennemis.

La révolution pour laquelle nous militons, c'est la révolution faite par des êtres humains égaux et librement associés. Cette révolution, aboutissant au socialisme-communisme, va à l'encontre - à la fois par ses buts et par ses moyens - de l'idéologie de la classe dominante. Or, cette idéologie (qui n'hésite pas à justifier les violences de la classe dominante, et de l'impérialisme en particulier) se retrouve tant dans les couches exploitées qu'exploitantes. La révolution démocratique devra démasquer les idéologies mystificatrices qui servent à cacher le réel, et notamment la violence terrible de l'esclavage salarié.

La révolution socialiste-communiste, processus de transformation radicale de la société humaine par elle-même, c'est à la fois la conquête de la démocratie et de l'égalité, et la mise à bas des exploitations, des dictatures et des violences. Il s'agit de passer, par la révolution consciente et des consciences, de l'ère capitaliste à l'ère de l'humanité rassemblée.

En 1918, dix jours après sa libération de prison, Rosa Luxemburg assignait à la révolution allemande l'objectif immédiat de l'abolition de la peine de mort

---

<sup>7</sup> Karl Marx, *Œuvres*, tome III ("Philosophie"), La Pléiade, p. 177.

<sup>8</sup> Par exemple, en septembre 2005 les marins de la SNCM avaient embarqué sur un de leurs bateaux à l'occasion d'une grève : 5 hélicoptères de combat étaient venus les déloger, alors que des marins sur un bateau ce n'est évidemment ni violent ni dangereux - la violence n'étant en l'occurrence que du côté de l'Etat, tant au niveau des attaques contre les salariés que de la répression anti-grève.

(article publié dans le journal spartakiste *Die Rote Fahne* du 18 novembre 1918<sup>9</sup>). Un mois plus tard, dans le programme de la ligue spartakiste, elle écrivait : « *La révolution prolétarienne n'a nul besoin de la terreur pour réaliser ses objectifs. Elle hait et abhorre l'assassinat* »<sup>10</sup>.

La révolution démocratique est en effet un processus cohérent : abolir l'exploitation ne peut pas se faire en employant l'exploitation, abolir la violence ne peut pas s'accomplir en usant de violence.

## Auto-émancipation et conscience

*« L'intelligence propre de la masse quant à ses tâches et moyens est pour l'action socialiste une condition historique indispensable, tout comme l'inconscience de la masse fut autrefois la condition des actions des classes dominantes »*<sup>11</sup>.

Le système capitaliste est une organisation de la production et de nos vies qui est basée sur trois fondamentaux : l'argent, les marchandises, le salariat. Le capitalisme comporte ainsi dans ses principes mêmes l'inégalité et la contrainte, ce qui engendre inévitablement - à des degrés divers - de l'égoïsme et de la violence.

La classe sociale de très loin majoritaire, la classe salariée, subit le plus durement ce système, puisque pour (sur)vivre les individus qui constituent cette classe doivent se procurer régulièrement de l'argent, en étant obligés d'avoir recours à un travail salarié qui n'est donc qu'un travail contraint. Les rapports capitalistes maintiennent une division entre « gagnants » et « perdants », ces derniers étant toujours les plus nombreux - que la période soit considérée comme une « crise économique » ou non, et quel que soit le type de capitalisme régnant.

Cette situation fait que les salariés forment selon Karl Marx « *une classe qui constitue la majorité de tous les membres de la société et d'où émane la conscience de la nécessité d'une révolution en profondeur, la conscience communiste, celle-ci pouvant, naturellement, se former aussi parmi les autres classes grâce à l'appréhension du rôle de cette classe* »<sup>12</sup>.

---

<sup>9</sup> *Un Devoir d'honneur*, texte disponible sur notre site internet : [democom.neuf.fr/undevoir.htm](http://democom.neuf.fr/undevoir.htm)

<sup>10</sup> Rosa Luxemburg, *Que veut la Ligue Spartakiste ?*, 14 décembre 1918.

<sup>11</sup> Rosa Luxemburg, *Masse et chefs (Marxisme contre dictature, Spartacus, p. 37)*.

<sup>12</sup> Karl Marx, *L'Idéologie allemande (Œuvres tome III, La Pléiade, p. 1122)*.

La conscience de la nécessité d'abolir le système capitaliste, de le remplacer par une communauté humaine mondiale (communisme), émane des luttes ; et c'est également par ces luttes que le mouvement d'abolition du capitalisme pourra s'initier, se développant en une lutte d'ensemble, démocratique et mondiale, point de départ de l'élaboration d'une nouvelle organisation de la société.

L'émancipation, pour être conquise, doit passer par un processus révolutionnaire mené par l'immense majorité. Cette auto-émancipation nécessite la lutte collective, et une prise de conscience de la réalité du système mondial : la dictature du travail contraint, sous la forme du salariat. Ces principes dominateurs maintiennent la concurrence permanente comme règle, la société se fondant sur une compétition forcée entre les êtres humains, au lieu de rapports choisis, libres et ludiques.

Nous avons cette possibilité d'émancipation, par notre action collective la plus large. Il s'agit de supprimer la concurrence entre les êtres humains, de supprimer les barrières que sont les classes sociales et les « nationalités », de remplacer la compétition par la coopération, et l'argent par la gratuité généralisée.

C'est pour fonder « *l'unité des hommes, fondée sur la différence réelle des hommes* »<sup>13</sup>, que le peuple du monde peut construire une société mondiale, démocratique, libre et égalitaire, débarrassée du capitalisme et des frontières.

*« La révolution communiste, se dressant contre le mode traditionnel des activités, se débarrasse du travail et abolit la domination de toutes les classes en abolissant les classes elles-mêmes, cette révolution étant l'œuvre de la classe qui, dans la société, n'a plus rang de classe et n'est pas reconnue comme telle : dès maintenant, elle marque la dissolution de toutes les classes, de toutes les nationalités, etc, au sein même de la société présente. »*  
(Karl Marx, *L'Idéologie allemande*)

---

<sup>13</sup> Karl Marx, lettre à Ludwig Feuerbach, 11 août 1844 (*Œuvres* tome II, La Pléiade, p. LXIV).

# Le léninisme et la révolution russe

Pour le marxisme l'histoire doit être analysée et critiquée : c'est la « *conception matérialiste et critique* »<sup>14</sup> de l'histoire. Connaître l'histoire ne doit pas servir à répéter des formules ou des recettes, mais à comprendre les événements et à ne pas commettre les mêmes erreurs. Notre but est donc de comprendre l'action du léninisme dans la révolution russe, et ainsi d'approcher la nature pratique, réelle, de cette doctrine.

Contrairement aux léninistes, il ne s'agit pas pour nous de défendre tel courant ou telle personne, et déclarer que tout ce qu'il a fait et dit était juste et parfait. Un tel courant « parfait » n'existe pas dans la révolution russe, et certainement dans aucune révolution.

## La prise du pouvoir d'octobre 1917

Le mythe répété religieusement est clair : en octobre 1917, les bolcheviks auraient fait une « révolution ». Encore plus fort, cette « révolution » d'octobre aurait été une « révolution socialiste », voire une « révolution marxiste » !

Il est donc nécessaire de rappeler ici une des bases du marxisme : le volontarisme politique ne peut pas se substituer à l'action consciente des masses elles-mêmes. L'action politique ne peut en aucun cas remplacer l'action sociale.

Ce qui a eu lieu en octobre 1917 en Russie, c'est une prise du pouvoir par un parti, le parti bolchevik. Lénine écrit en septembre 1917 au comité central bolchevik : « *les bolchéviks peuvent et doivent prendre en mains le pouvoir.* »<sup>15</sup> C'est franc : pour Lénine, c'est bien aux bolcheviks seuls de prendre le pouvoir.

Juste après le coup bolchevik, Trotsky le dit sans ambiguïté : « *L'habitant dormait tranquillement et ne savait pas que, pendant ce temps, un pouvoir était remplacé par un autre.* »<sup>16</sup> Aucun rapport, donc, avec une révolution populaire.

D'où vient alors la confusion ? D'abord la Russie était en révolution depuis février 1917, cette révolution ayant renversé le tsarisme, mais n'arrivant pas à se trouver un nouveau régime, bien que l'aspiration populaire soit clairement pour une véritable démocratie. Le « coup d'Etat d'octobre »<sup>17</sup> n'a été qu'un des événements

---

<sup>14</sup> Karl Marx, *L'Idéologie allemande*, 1845-1846.

<sup>15</sup> Lénine, *Les bolcheviks doivent prendre le pouvoir*, 12-14 septembre 1917, dans Lénine, *Œuvres*, Editions sociales, tome 26, 1958, p. 10 (souligné dans l'original).

<sup>16</sup> Rapport de Trotsky du 25 octobre 1917, reproduit par Léon Trotsky en 1930 dans *Ma Vie*, chapitre 27 (« La nuit décisive »).

<sup>17</sup> Pour reprendre l'expression employée par Rosa Luxemburg en septembre 1918 dans *La Révolution russe*. La formule « coup d'Etat d'octobre » n'est pas écrite au hasard, puisqu'elle

de la révolution russe, mais des décennies de propagande et de contre-vérités ont fait confondre ce putsch mené de nuit avec la révolution russe, qui est un événement bien plus vaste où les masses ont joué un rôle primordial.

Après octobre, le pouvoir est exercé par un « Conseil des commissaires » dirigé par Lénine (qui n'a jamais été membre d'un soviet), et en pratique encore plus par la petite direction bolchevique.

## La pratique du pouvoir léniniste

L'échec des gouvernements provisoires de février à octobre 1917 a constitué le terreau du développement des bolcheviks. Mais il ne faudra que quelques semaines pour que les bolcheviks fassent sur plusieurs points les mêmes reniements que les gouvernements provisoires (les similitudes sont évidentes concernant le rétablissement de la peine de mort, ainsi que le renoncement à la Constituante).

La volte-face de Lénine est ainsi résumée par Boris Souvarine en 1935 : « *Après avoir demandé aux socialistes au pouvoir la liberté au nom de leurs principes, il la leur refusait au nom de sa tactique.* »<sup>18</sup> Souvarine poursuit : « *Dans la mesure où ils théorisent la terreur, **Lénine et Trotsky entrent en contradiction avec la pensée marxiste** dont ils se croient les fidèles interprètes. Ils n'ont su que répondre quand on leur opposait Engels pour qui la terreur est "la domination de gens eux-mêmes terrorisés", faite de "cruautés inutiles commises pour se rassurer par des gens qui ont peur eux-mêmes". Opinion nullement fortuite confirmée par Marx* »<sup>19</sup>.

Rosa Luxemburg constate en septembre 1918 que le pouvoir bolchevik a fait « *preuve du mépris le plus glacial à l'égard de l'Assemblée constituante, du suffrage universel, de la liberté de la presse et de réunion, bref de tout l'appareil des libertés démocratiques fondamentales des masses populaires* »<sup>20</sup>. Cette politique des bolcheviks constitue l'inverse de ce qui est indispensable selon le marxisme, ce que rappelle Luxemburg quand elle en appelle à « *la vie politique active, libre, énergique, de larges masses populaires* »<sup>21</sup>, à « *la démocratie la plus*

---

revient à trois reprises dans ce texte assez court : *La Révolution russe*, dans Rosa Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution ? (et autres textes politiques)*, Spartacus, 1997, pp. 155, 164 et 170.

<sup>18</sup> Boris Souvarine, *Staline - Aperçu historique du bolchévisme*, Ivrea, 1992 (première publication : 1935), p. 191.

<sup>19</sup> Idem, p. 225. Souligné par nous.

<sup>20</sup> Rosa Luxemburg, *La Révolution russe*, op. cit., p. 165.

<sup>21</sup> Idem, p. 174.

*large et la plus illimitée* »<sup>22</sup>, à « *une vie intensément active des masses dans une liberté politique illimitée* »<sup>23</sup>.

Moins d'un an après le coup d'Etat bolchevik, Rosa Luxemburg constate que « *sans l'action internationale de la révolution prolétarienne* », le régime russe doit « *inévitavelmente tomber dans un tourbillon de contradictions et d'erreurs* »<sup>24</sup>, ce que l'histoire a amplement confirmé.

Luxemburg déplore « *les 200 victimes expiatoires de Moscou* », et « *la terreur et l'écrasement de la démocratie* »<sup>25</sup>. Les 200 victimes dont il est question étaient 200 militants socialistes-révolutionnaires de gauche, qui avaient été exécutés à Moscou par le pouvoir bolchevik en juillet 1918. Rosa Luxemburg avait été très affectée par cette répression, comme en témoigne cet extrait de sa correspondance : « *règne au vrai tout autour de moi un climat de fin du monde. Peut-être sont-ce spécialement les 200 "exécution d'otages" de Moscou que j'ai lues hier dans le journal, qui m'ont affectée de la sorte...* »<sup>26</sup>

Selon Luxemburg le pouvoir léniniste est « *un gouvernement de coterie - une dictature, il est vrai, non celle du prolétariat, mais celle d'une poignée de politiciens, c'est-à-dire une dictature au sens bourgeois, au sens de la domination jacobine* »<sup>27</sup>. Lénine se revendique lui-même de « l'exemple » du gouvernement jacobin, et en 1920 il reconnaît que le régime n'est dirigé que par quelques chefs bolcheviks : « *la plus authentique "oligarchie"* »<sup>28</sup> selon ses propres mots.

Sur le plan économique, les bolcheviks mettent en place les méthodes d'exploitation capitaliste : « *salaires aux pièces* » et « *système Taylor* »<sup>29</sup>, notamment.

Le 29 avril 1918 Lénine déclare au comité exécutif central de Russie : « *Etablir à présent le capitalisme d'Etat, c'est appliquer le recensement et le contrôle qu'appliquaient les classes capitalistes.* »<sup>30</sup> En mai 1918, Lénine confirme que son

---

<sup>22</sup> Idem, p. 179.

<sup>23</sup> Idem, p. 180. Elle résume l'ensemble par un mot d'ordre clair : « *activité sociale des masses, liberté politique illimitée* » (Idem, p. 181).

<sup>24</sup> Idem, p. 154.

<sup>25</sup> Idem, p. 170.

<sup>26</sup> Rosa Luxemburg, lettre du 25 juillet 1918, dans : Rosa Luxemburg, *J'étais, je suis, je serai ! (correspondance 1914-1919)*, Maspero, 1977, p. 351.

<sup>27</sup> Rosa Luxemburg, *La Révolution russe*, op. cit., p. 179.

<sup>28</sup> Lénine, *La Maladie infantile du communisme*, mai 1920, chapitre 6, dans Lénine, *Œuvres*, Editions sociales, tome 31, 1961, p. 42.

<sup>29</sup> Lénine, *Les Tâches immédiates du pouvoir des soviets*, *Pravda* n° 83, 28 avril 1918, *Œuvres*, tome 27, 1961, p. 268.

<sup>30</sup> Lénine, *Intervention au comité exécutif central de Russie*, 29 avril 1918, *Œuvres*, tome 27, 1961, p. 305.

but est d'« *organiser la grande production à l'échelle de l'Etat, sur les bases du capitalisme d'Etat* » ! Il s'agit là d'un point central pour comprendre le léninisme : la mise en place dès 1918 du capitalisme d'Etat (perspective qui était auparavant unanimement condamnée par les marxistes, et qui était désormais revendiquée et appliquée par Lénine). Ce système économique sera par la suite appliqué par l'ensemble des régimes d'inspiration léniniste.

Dans le même article, Lénine ajoute : « *notre devoir est de nous mettre à l'école du capitalisme d'Etat des Allemands, de nous appliquer de toutes nos forces à l'assimiler, de ne pas ménager les procédés dictatoriaux pour l'implanter en Russie* »<sup>31</sup>. Rosa Luxemburg n'eut pas connaissance de cet éloge par Lénine du système qu'elle avait tant combattu, qu'avaient durement subi des millions de prolétaires en Allemagne, et que maintenant un « marxiste » voulait... copier. Lénine a donc, effectivement, appliqué le système économique de la monarchie allemande, et l'a fait avec les méthodes de la monarchie allemande.

Au bout de trois ans, en avril 1921, Lénine persistait dans sa défense du capitalisme d'Etat : « *Puisque nous ne sommes pas encore en état de réaliser le passage immédiat de la petite production au socialisme, le capitalisme est, dans une certaine mesure, inévitable [...] aussi devons-nous l'utiliser (surtout en l'orientant dans la voie du capitalisme d'Etat)* »<sup>32</sup>. Découvrant au printemps 1921, trois ans et demi après la prise du pouvoir, que le capitalisme est inévitable étant donné l'état de développement de la Russie, Lénine décide néanmoins de se maintenir comme chef d'un Etat capitaliste. Seule modification du système économique : la NEP, qui consiste en l'injection d'une dose de capitalisme privé au sein du capitalisme d'Etat, lequel reste malgré tout la base du mode de production de la Russie léniniste.

Le 28 mars 1922 à la tribune du congrès du parti bolchevik, il reconnaît encore que l'économie russe est un capitalisme d'Etat, et il déclare que « *le capitalisme d'Etat [...] c'est un capitalisme toléré par nous* », ajoutant : « *le capitalisme d'Etat est toléré par notre Etat prolétarien : or, l'Etat, c'est nous. Si nous nous y sommes mal pris, nous sommes les coupables, inutile d'en chercher d'autres !* ». Au delà de la formule absurde « *Etat prolétarien* », Lénine emprunte ici à Louis XIV sa conception de l'Etat (« *l'Etat, c'est moi* »), le souverain russe s'associant cependant la direction du parti bolchevik en un « *l'Etat, c'est nous* » qui pousse le reniement jusqu'au ridicule.

Enfin, Lénine affirme qu'il ne veut pas d'un « *débat sur la façon dont les professeurs allemands comprenaient le capitalisme d'Etat et dont nous le*

---

<sup>31</sup> Lénine, *Sur l'infantilisme "de gauche" et les idées petites-bourgeoises*, Pravda n° 88-89-90, 9-11 mai 1918, Œuvres, tome 27, 1961, pp. 355-356 (souligné dans l'original).

<sup>32</sup> Lénine, *L'Impôt en nature*, brochure éditée en mai 1921, Œuvres, tome 32, 1962, p. 373.

*comprenons. Depuis lors, nous avons subi bien des épreuves et il n'y a absolument aucune raison de regarder en arrière* »<sup>33</sup>. Et pour cause : un « regard en arrière » permettrait de s'apercevoir que les marxistes et les autres socialistes ont toujours rejeté le capitalisme d'Etat ; et les épreuves russes ne justifient en rien qu'au nom du « socialisme » soit menée une politique capitaliste.

Faire de nécessité vertu est une chose, déjà peu acceptable pour un marxiste, mais mentir de façon aussi nette pour couvrir ce retournement en est une autre, encore plus grave. C'est ce mensonge sur lequel est bâti la légende de l'« URSS socialiste » - alors que c'était en réalité l'inverse : l'URSS capitaliste d'Etat. En effet, les rapports de production y ont du début à la fin été basés sur le travail salarié, la forme marchandise, et le capital. Ces trois éléments sont décrits par Karl Marx dans *Le Capital* comme les trois bases du capitalisme.

Fin 1922 encore, Lénine affirme : « *l'instauration du capitalisme d'Etat dans notre pays n'est pas aussi rapide que nous le voudrions. [...] si le capital étranger ne participe pas au développement de notre économie on ne peut espérer la rétablir rapidement.* »<sup>34</sup>

Comme l'écrivit le marxologue Maximilien Rubel : « *En Russie, Lénine, son parti et la bureaucratie assumèrent le rôle dévolu partout ailleurs à la bourgeoisie [...] Cette économie prétendument socialiste n'est autre qu'une forme particulière du type de production et de distribution déjà décrit dans le troisième livre du Capital : le capitalisme directorial, variété du capitalisme privé surgie grâce à l'expropriation des petites entreprises et à leur absorption dans des oligopoles et monopoles.* »<sup>35</sup>.

L'exploitation du travail contraint étant restée la règle sous le régime léniniste, les travailleurs russes sont donc restés exploités de la même façon. La production était dirigée par la nouvelle classe dominante : la bureaucratie d'Etat (laquelle n'était pas plus élue que les possesseurs du capital en régime de capitalisme privé). Les privilégiés de cette classe dirigeante obtenaient leurs privilèges économiques par l'exploitation de la majorité, tout comme les autres classes capitalistes dans les autres formes d'économies capitalistes.

Déjà, en renonçant à la démocratie, les léninistes renonçaient de fait à toute tendance vers le socialisme. Lénine tenta en 1920 de justifier son « *pouvoir*

<sup>33</sup> Lénine, *Conclusions sur le rapport politique du CC du PC(b)R*, 28 mars 1922, *Œuvres*, tome 33, 1963, pp. 317-319. Dans le même discours, Lénine soutient Staline (p. 320) - lequel sera nommé secrétaire général du parti unique à l'issue de ce congrès.

<sup>34</sup> Lénine, *A la colonie russe d'Amérique du nord*, 14 novembre 1922, *Œuvres*, tome 42, 1969, p. 451.

<sup>35</sup> Maximilien Rubel, *Le Mythe d'octobre [The relationship of Bolchevism to Marxism, 1968]*, dans *Marx critique du marxisme*, Payot, 2000, pp. 177-178.

*personnel* », par ces propos clairement opposés au marxisme : « *la volonté d'une classe est parfois réalisée par un dictateur, qui parfois fait à lui seul davantage et est souvent plus nécessaire.* »<sup>36</sup> Difficile d'être plus clair, et de renier encore plus la pensée de Marx.

Au niveau de l'appareil répressif d'Etat, la tchéka s'est développée dès les premiers mois du pouvoir léniniste, se comportant en continuatrice de l'okhrana (la tentaculaire police politique tsariste). Le schéma de la continuité du tsarisme par le régime léniniste est pour l'essentiel le même concernant les camps de prisonniers. Avec la suppression de la liberté de la presse et de la démocratie politique (qui étaient des conquêtes de la révolution des masses de 1917), ainsi qu'avec le maintien de la répression, Lénine renie ses promesses antérieures. C'est cet ensemble de reniements que des générations de léninistes ont approuvé. Le 30 décembre 1922, Lénine estime que l'appareil de l'Etat russe est « *emprunté au tsarisme* »<sup>37</sup>, lucidité dont l'immense majorité de ses « disciples » seront incapables.

Concernant le soulèvement de Kronstadt de février-mars 1921, on se limitera ici à citer quelques éléments relevés par Boris Souvarine en 1935, soit avant que la controverse concernant Trotsky ne se déclenche<sup>38</sup> : « *Le mouvement de revendication des ouvriers et des marins, d'aspect absolument pacifique à l'origine, correspondait à l'agitation du prolétariat de Pétrograd excédé de privations, de déceptions et des brutalités de la "commissarocratie". [...] Si les matelots et les ouvriers de Cronstadt avaient ourdi un complot ou dressé un plan, ils eussent attendu le dégel qui rendrait leur forteresse imprenable et mettrait Pétrograd sous le tir de la flotte. Mais ils espéraient gain de cause par la seule puissance de leur droit et grâce à la solidarité de la Russie laborieuse. [...] ils se savaient les interprètes des doléances populaires. Leur candeur politique reste hors de doute comme leur fidélité à la révolution. Mais le lourd "appareil" du parti bolchéviste n'était déjà plus sensible à la pureté des meilleures intentions. [...] Par une sinistre ironie de l'histoire, la Commune de Cronstadt périt le 18 mars 1921, cinquantième anniversaire de la Commune de Paris.* »<sup>39</sup>

---

<sup>36</sup> Lénine, *Intervention au 9<sup>e</sup> congrès bolchevik*, 31 mars 1920, *Œuvres*, tome 30, 1969, p. 489.

<sup>37</sup> Lénine, *La question des nationalités ou de l'"autonomie"*, 30 décembre 1922, *Œuvres*, tome 36, 1959, p. 619.

<sup>38</sup> La polémique concernant la responsabilité de Trotsky a été soulevée en 1937 par le révolutionnaire allemand Wendelin Thomas ; les articles de Trotsky sur la question datent de 1937 et de 1938. Trotsky est bel et bien impliqué dans la répression, même si la responsabilité est en fait partagée collectivement par les dirigeants bolcheviks.

<sup>39</sup> Boris Souvarine, *Staline - Aperçu historique du bolchévisme*, op. cit., pp. 248-249.

## Une pratique ossifiée en... « théorie »

D'un point de vue théorique, Lénine était inspiré par Plekhanov et Kautsky, bien plus que par Marx ou Engels. Il ne fut par ailleurs jamais lui-même un théoricien et, avant de devenir chef d'Etat, ne fut pas considéré comme tel. Il a fallu tout le pouvoir de persuasion de l'Etat qu'il dirigeait pour réussir à faire croire à un « Lénine théoricien » voire, plus absurde encore, à un « Lénine théoricien marxiste » !

Suivant Lénine, les principaux dirigeants bolcheviks (Trotsky, Zinoviev, Staline, Boukharine...) avaient des formules justifiant la situation politique et économique qu'ils menaient en Russie, cela au nom du « marxisme » - mentant ou se fourvoyant ainsi de façon grotesque. Le léninisme s'est souvent présenté comme étant « le marxisme », contribuant ainsi à recouvrir le marxisme de dogmatisme, de nombreux mythes, et d'innombrables déformations. En « remplaçant » le marxisme, le léninisme a ainsi participé à l'ignorance très répandue vis-à-vis du marxisme réel, aboutissant à la situation - qui perdure aujourd'hui encore - où le marxisme n'est le plus souvent « connu » qu'au travers de quelques formules vidées de leur sens, voire absentes des écrits de Marx.

Le léninisme appliquant la « realpolitik », les divers courants léninistes se sont nourris de cet opportunisme, allant jusqu'à croire que ce serait une qualité... « marxiste » ! Loin de la rigueur et de l'esprit critique marxiste, le léninisme fonctionne à base de sentences aussi définitives que fausses, de jugements aussi arrêtés qu'inexactes, d'argumentaires aussi pauvres qu'insultants.

La base du léninisme, ce « volontarisme politique » se substituant à la libre œuvre émancipatrice des masses, consiste dans une foi irrationnelle en un gouvernement « socialiste », naturellement dirigé par des léninistes, qui mènerait la transformation sociale. En vérité, un gouvernement « socialiste » ne permet en aucun cas un passage au socialisme. C'est seulement un mouvement populaire massif qui peut bouleverser les structures de la société, passant d'une société hiérarchique-capitaliste à une société démocratique-socialiste, par la victoire du champ social sur les champs économique et politique.

Ignorant cette réalité, on retrouve la même illusion d'un « gouvernement socialiste » chez Lénine comme chez Ebert en Allemagne à la même époque, et finalement la même trahison dans les deux cas (que cette trahison se fasse en conscience ou « malgré eux » étant une autre question).

## Des bolcheviks contre le léninisme

Même chez les bolcheviks, dès le début nombreux sont ceux qui s'opposent à telle ou telle des fautes de Lénine : Victor Serge rappellera « *la lutte de Maxime Gorki contre la Terreur, l'insistance de Riazanov à réclamer l'abolition de la peine de mort, les efforts de Kaménev en vue de sauvegarder un minimum de liberté pour la pensée imprimée* »<sup>40</sup>.

Par la suite, des courants, tendances ou fractions s'opposent encore à la conception léniniste ou à certains de ses aspects : les communistes de gauche de la revue *Le Communiste* au printemps 1918, l'Opposition Ouvrière à partir de 1919, le Groupe du Centralisme Démocratique (dit « déciste »), la Vérité Ouvrière, le Groupe Ouvrier de Miasnikov... Mais l'interdiction des tendances par le congrès bolchevik en mars 1921 empêche cette contestation de s'exprimer librement, et elle devient essentiellement clandestine<sup>41</sup>.

Anton Ciliga, communiste yougoslave anti-stalinien arrêté en URSS en 1930, a côtoyé des militants bolcheviks emprisonnés appartenant aux différents courants d'opposition. Il explique notamment les positions du Groupe Ouvrier, qui « *entra en guerre dès le début contre les concepts léninistes de la "dictature du parti", et de l'organisation bureaucratique de la production* » ; pour ce Groupe, « *le socialisme ne peut être qu'une œuvre de libre création des travailleurs. Tandis que ce que l'on édifiait par la contrainte, en lui donnant le nom de socialisme, ne fut pour eux, dès le début, qu'un capitalisme bureaucratique d'Etat.* »<sup>42</sup>. L'ouvrier « déciste » Procopénia estime que « *Lénine, à la fin de sa vie, persistait à se méfier des masses ouvrières* »<sup>43</sup>. Ciliga estime pour sa part que « *dès l'instant où l'édifice ancien se fut écroulé et où Lénine prit le pouvoir, le divorce tragique commença entre lui et les masses* »<sup>44</sup>.

Les faits désavouent les deux mythes centraux concernant le léninisme, qui disent que ce serait un courant « marxiste » et « ouvrier ». En réalité, au sein même du parti bolchevik les très rares ouvriers associés à la direction s'opposèrent tous à Lénine (Chliapnikov, Sapronov, Loutovinov) ; de même concernant le seul véritable spécialiste de Marx parmi les bolcheviks : David Riazanov<sup>45</sup>.

---

<sup>40</sup> Victor Serge, *Le Nouvel impérialisme russe* [1947], Spartacus, 1972, p. 40.

<sup>41</sup> Toutes les oppositions citées ici sont antérieures à l'opposition de Trotsky, et sont plus radicales.

<sup>42</sup> Anton Ciliga, *Lénine et la révolution*, Spartacus, 1947, p. 8.

<sup>43</sup> Idem, p. 9.

<sup>44</sup> Idem, p. 13.

<sup>45</sup> Tous furent arrêtés, puis assassinés par le pouvoir stalinien dans les années 1930 - sauf Loutovinov qui, désespéré, s'était suicidé en 1924.

## Le léninisme après Lénine

La propagande mensongère menée par la presse de droite et d'extrême-droite, avec ses clichés anti-communistes et anti-marxistes, a contribué à légitimer le léninisme : de nombreux militants de gauche ont, en réaction, défendu le régime bolchevik, qui était dans ce cas attaqué pour des raisons absolument fausses, sur la base d'arguments fallacieux.

Plus tragique encore, la répression anti-communiste des dictatures d'extrême-droite, touchant tant les communistes réels que les staliniens, contribua à faire passer les différences fondamentales au second plan, amenant au fait que des dirigeants du Komintern sont devenus des victimes aux côtés de véritables tenants du marxisme et de la démocratie.

La guerre civile menée par les « blancs », en réduisant l'alternative politique à seulement tsarisme ou bolchevisme, a donné une légitimité aux bolcheviks comme opposition au régime d'avant février 1917 - faisant oublier que février aurait pu déboucher sur un autre résultat, plus conforme aux aspirations des masses (même s'il est évident que ce régime se serait également trouvé face à de nombreuses difficultés). En réalité dans les premières années du pouvoir léniniste, même au niveau des pouvoirs concurrents on trouve certes des tsaristes et des bolcheviks, mais aussi des groupes de paysans indépendants, ainsi que des gouvernements locaux mencheviks, socialistes-révolutionnaires, ou encore anarchistes. S'ajoutent à cela les SR de gauche, les bolcheviks oppositionnels, et les possibilités de coalitions (l'idée d'une coalition de tous les socialistes avait rencontré de nombreux avis favorables au cours du 2<sup>e</sup> semestre 1917, mais elle fut rejetée par Lénine).

La direction léniniste de l'Etat russe n'est évidemment pas seule responsable de la stérilisation de la vie politique russe après octobre 1917, mais sa responsabilité ne saurait être minimisée.

Par la suite, on peut parler de divers léninismes : en fait essentiellement le trotskisme et le bordiguisme - le stalinisme, et son dérivé le maoïsme, bien que se revendiquant du léninisme, sont des courants décomposés et opportunistes qu'il est difficile de rattacher réellement au léninisme en tant que doctrine. Après Lénine, c'est officiellement au nom du « léninisme » que va être dirigée l'URSS, mais c'est en réalité le stalinisme qui va s'imposer.

L'étatisme intégral est instauré avec le premier plan quinquennal en 1928, et l'étatisation de l'agriculture en 1929 (qu'on trouve encore parfois désignée comme « collectivisation », qui était le terme utilisé par la désinformation stalinienne). L'exploitation salariale est systématisée dans les campagnes par les sovkhozes et

kolkhozes, qui sont des systèmes d'étatisation de la paysannerie<sup>46</sup>. A partir de 1935, la doctrine du stakhanovisme renforça encore l'exploitation des salariés.

Il est évident à partir de ces faits que la logique du stalinisme était de « *n'invoquer le socialisme que pour en illustrer l'antithèse.* »<sup>47</sup>

Fernand Lorient écrivait en 1929 que pour « *les pseudos-communistes* » de l'IC et du PC, « *l'ennemi n'est plus, depuis longtemps, le capitaliste, c'est l'ouvrier syndiqué, c'est l'ouvrier communiste lui-même, s'ils ne sont pas stalinistes.* »<sup>48</sup>

En 1936, l'écrivain André Gide rapporta ses observations sur l'URSS stalinienne. Il écrit notamment : « *Qu'il y ait divergence de l'idéal premier, voici qui ne peut être mis en doute.* » Observant en particulier la situation politique, il constate : « *Dictature, évidemment ; mais celle d'un homme, non plus celle des prolétaires unis, des Soviets. Il importe de ne point se leurrer, et force est de reconnaître tout net : ce n'est point là ce qu'on voulait. Un pas de plus et nous dirons même : c'est exactement ceci que l'on ne voulait pas.* » Ces observations faites, Gide conclut que « *Les erreurs particulières d'un pays ne peuvent suffire à compromettre la vérité d'une cause internationale, universelle. Le mensonge, fût-ce celui du silence, peut paraître opportun, et opportune la persévérance dans le mensonge, mais il fait à l'ennemi trop beau jeu, et la vérité, fût-elle douloureuse, ne peut blesser que pour guérir.* »<sup>49</sup>

Au delà du stalinisme, qui constitue en quelque sorte la trahison d'une trahison, s'est également formé le trotskisme, comme continuation du léninisme. L'intervention de Trotsky au 13<sup>e</sup> congrès bolchevik, en mai 1924, est révélatrice : « *Personne d'entre nous ne veut ni ne peut avoir raison contre son parti. En définitive, le parti a toujours raison* »<sup>50</sup>. Le trotskisme a ainsi conservé telles quelles les tares du léninisme, alors que le stalinisme les a aggravées jusqu'à l'extrême, tout en ajoutant de nouveaux crimes, de nouvelles trahisons, et de nouveaux « emprunts » à la dictature tsariste.

---

<sup>46</sup> « *En réalité un kolkhoze est un organisme étatique qui tend à transformer les paysans en ouvriers agricoles accomplissant leur tâche par peur des sanctions pénales* » (Ida Mett, *Le Paysan russe dans la révolution et la post-révolution*, Spartacus, 1968, p. 49). Les kolkhoziens étaient donc, eux aussi, exploités par la classe bureaucratique d'Etat.

<sup>47</sup> Boris Souvarine, *Le Stalinisme*, Spartacus, 1972, p. 30.

<sup>48</sup> Fernand Lorient, *La Faillite de l'Internationale Communiste et l'indépendance du mouvement syndical* [15 novembre 1929], *La Révolution prolétarienne* n° 95, 1<sup>er</sup> janvier 1930, p. 8.

<sup>49</sup> André Gide, *Retour de l'URSS*, Gallimard, 1936, pp. 17, 74, 76-77. *Retour de l'URSS* et *Retouches à mon Retour de l'URSS* seront interdits en France par les nazis - c'est l'époque du pacte germano-soviétique. Sur la même liste de livres interdits et rien que pour Gallimard, on trouve entre autres : Sigmund Freud, HG Wells, Anton Ciliga, Daniel Guérin, Karl Marx... (cf *Album NRF*, 39<sup>e</sup> album de La Pléiade, Gallimard, 2000, pp. 132-133).

<sup>50</sup> Cité par Boris Souvarine, *Staline - Aperçu historique du bolchévisme*, pp. 315-316.

Les léninistes sont essentiellement dans un rapport d'imitation par rapport à la révolution russe ; il faudrait selon eux prendre exemple sur ce qu'y ont fait les bolcheviks. Une perspective marxiste se doit au contraire d'analyser et de tirer toutes les leçons des multiples erreurs et renoncements du pouvoir léniniste, et ce dès les premières années.

Le léninisme est la théorie d'un parti « d'élite », auto-proclamé, qui cherche à prendre le pouvoir au nom de la classe salariée, et à sa place.

Marxisme ou léninisme : il s'agit là d'un choix décisif à faire, entre deux conceptions politiques très différentes.

*Signalons quelques autres textes, non cités dans cet article :*

Rosa Luxemburg : « Centralisme et démocratie » (« Questions d'organisation de la social-démocratie russe », 1904) ;

Alexandra Kollontaï : « L'Opposition Ouvrière » (1921) ;

Rudolf Rocker : « Les Soviets trahis par les bolcheviks » (1921) ;

Simon Zagorsky : « Où va la Russie ? Vers le socialisme ou vers le capitalisme ? » (1928) ;

Henri Dollet : « Vive l'unité ! Critique révolutionnaire de quelques idées fondamentales du léninisme » (1934) ;

Anton Pannekoek : « Lénine en philosophe » et Karl Korsch : « La philosophie de Lénine » (1938) ;

Anton Ciliga : « Dix ans au pays du mensonge déconcertant » (1938) ;

Leonard Schapiro : « Les Bolchéviques et l'Opposition (1917-1922) - du musellement des partis à l'interdiction des fractions dans le parti » (1955) ;

Maurice Brinton : « Bolsheviks and Workers' Control, 1917-21 : The State and Counter-revolution » (1970) ;

Claude Berger : « Marx, l'association, l'anti-Lénine - vers l'abolition du salariat » (1974) ;

Socialisme Mondial : « Comment le capitalisme d'Etat est arrivé en Russie » et « Les Travailleurs en Russie » (1978) ;

Rafael Clemente : « Lenin, padre del arribismo y del oportunismo » (2007).

# Capitalisme : le dépôt de bilan ?

Les masques tombent. Il y a peu, le simple fait d'employer le mot capitalisme pouvait passer pour un outrage aux bonnes mœurs. Ce nouveau krach permet d'y voir plus clair : le capitalisme est nu.

Depuis des décennies, la classe sociale capitaliste était plus forte dans la lutte des classes que la classe travailleuse. C'est pourquoi la part des salaires réels a diminué, par l'augmentation du taux d'exploitation des travailleurs, au profit de la classe capitaliste.

Ainsi, c'est le fonctionnement « normal » du capitalisme qui crée des inégalités criantes. Et c'est la pauvreté qui a été le déclencheur de la crise, quand aux Etats-unis les plus pauvres n'ont plus eu la possibilité de rembourser leurs prêts.

Il est évident que la politique injuste menée par Sarkozy depuis un an et demi n'a fait qu'aggraver la situation en France. Et le constat est similaire dans les autres pays. Etant donné que les frontières étatiques existent, dans chaque Etat la classe travailleuse se doit de faire partir les dirigeants, pour arriver ensemble à l'abolition des frontières, par une révolution démocratique mondiale. Un mot d'ordre immédiat peut donc être : Sarkozy, Merkel, Berlusconi, Brown, Jintao, Chavez, Lula, Poutine, Bush : qu'ils s'en aillent tous !

Le capitalisme peut être aboli, mais il faudra pour cela l'action consciente et auto-organisée de la majorité. Dès maintenant, participons là où nous sommes à la résistance contre les régressions sociales que les gouvernements veulent poursuivre et aggraver. Contribuons au développement d'un vaste mouvement à la base pour en finir avec le patronat et les hiérarchies, mettre en place des pratiques démocratiques et autogestionnaires, et en finir avec le travail salarié. C'est ainsi, par la mobilisation des travailleurs, des chômeurs et des jeunes, mobilisation créatrice parce que libre et démocratique, que l'on pourra concrètement abolir le capitalisme et construire un monde socialiste-communiste.

Démocratie Communiste, le 10 octobre 2008.

